

**Avis d'Appel d'Offres International Ouvert**

**N° 0020**

AOIO/MINFI/DGI/CCCM-AG/CIPM-MINFI/2025

du 04 DEC 2025

Pour :

**L'acquisition d'équipements en vue du renforcement  
des centres de données de la DGI (centre de  
données primaire et centre de données de secours)  
dans le cadre de l'implémentation du SIGIT**

Réf : DGI/PMSI-DGI/AOIO – \_\_\_\_\_

**1. Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre du Programme de Modernisation du Système d'Information de la DGI, le Ministre des Finances lance un Appel d'Offres International ouvert pour le compte de la Direction Générale des Impôts (DGI), pour l'acquisition d'équipements en vue du renforcement des centres de données de la DGI (centre de données primaire et centre de données de secours) dans la perspective de l'implémentation du SIGIT.

**2. Consistance des prestations**

Les prestations, objet du présent appel d'offres, comprennent :

- La fourniture :
  - Des équipements tels que spécifiés dans le présent DAO ainsi que tous les modules nécessaires au fonctionnement et à l'interopérabilité entre eux ;
  - Des équipements informatiques (système, réseau, sécurité, etc.) ainsi que tous les modules et accessoires nécessaires au fonctionnement et à l'interopérabilité entre eux ;
  - Les accessoires de câblage (courant fort et faible) pour connecter les équipements ;
  - Les logiciels nécessaires au bon fonctionnement des solutions techniques qui seront mis en œuvre ;
  - Un logiciel de supervision des équipements informatiques des deux data centers.
- Les travaux consistant à :
  - Fixer les équipements dans les coffrets/ armoires informatiques ;
  - Réaliser le brassage nécessaire pour interconnecter l'ensemble des équipements informatiques entre eux en prenant également en compte l'existant ;
  - Étiqueter l'ensemble des équipements (informatiques, électriques, baies, câblages, etc.) selon une convention de nommage qui sera validée par la DGI.
- La configuration :
  - Des équipements informatiques y compris les équipements existants pour leur intégration dans la nouvelle architecture ;
  - Des serveurs virtuels pour les besoins de la DGI ;
  - Des différents logiciels fournis.

- La recette, la mise en service et la maintenance des équipements ainsi que le transfert de compétences.

### 3. Délais de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent appel d'offres est de 7 (sept) mois pour la mise en service de la nouvelle infrastructure informatique des deux data centers (incluant le délai de livraison et de la fourniture des services connexes).

### 4. Allotissement

Il n'y a pas d'allotissement.

### 5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est d'un million deux cent mille (1.200.000) euros.

### 6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte :

- à toutes personnes physiques ou morales ayant son siège au Cameroun ou à l'étranger ;
- aux soumissionnaires qui remplissent les conditions définies dans le présent dossier d'appel d'offres.

### 7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par la KfW à travers :

- Le contrat de prêt entre la KfW et la République du Cameroun relatif au Programme de Modernisation du Système d'Information de la DGI signé le 21 décembre 2018 ;
- La convention séparée au contrat de prêt relatif au Programme de Modernisation du Système d'Information de la DGI, signée le 4 janvier 2019, ainsi que ses modifications subséquentes ;
- L'avenant à la convention séparée signé le 30 janvier 2025.

### 8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales de la Direction Générale des Impôts, porte 402, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS à l'adresse <http://www.marchespublics.cm> et sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)) à l'adresse <http://www.publiccontracts.cm>.

### 9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales de la Direction Générale des Impôts, porte 402, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **300 000 (trois cent mille) francs CFA**, payable au Trésor public contre quittance.

Le Dossier peut être également téléchargé sur le site de l'ARMP : <https://www.armp.cm>

A la demande de soumissionnaire adressée à l'adresse e-mail [pmsi.dgi.marches@gmail.com](mailto:pmsi.dgi.marches@gmail.com), assortie de la production de la quittance d'acquisition du DAO, il pourra lui être transmis en version pdf par voie électronique.

En cas de divergence, seul le dossier retiré en version papier auprès de l'autorité contractante fera foi.

**Toute offre non accompagnée d'une quittance d'achat du Dossier d'Appel d'offres conforme, sera rejetée.**

### 10. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, et une copie sur support numérique protégée contre les modifications (format PDF par exemple), devra parvenir à la Direction des Affaires Générales de la Direction Générale des Impôts, porte 402, au plus tard le

**28 JAN 2026** à 13 heures précises, heure locale, et devra porter la mention :

"Avis d'Appel d'Offres International Ouvert n° 00020 / AOIO/ MINFI /DGI /DAG/SDBME/SB/2025 du 04 DEC 2025 pour l'acquisition d'équipements en vue du renforcement des centres de données de la DGI (centre de données primaire et centre de données de secours) dans la perspective de l'implémentation du SIGIT

Financement : KfW (BMZ 2013 67 028/KfW ID 512684)

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

### 11. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances ou par une banque étrangère de premier ordre ayant un correspondant agréé au Cameroun (la liste des banques agréés au Cameroun figure dans la section IV du DAO), d'un montant de 10 000 000 (dix millions) de francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date (limite) de validité des offres.

Les cautionnements présentés dans le cadre de cet appel d'offres sont constitués des titres émis par les établissements financiers agréés et des récépissés de consignations délivrés par la Caisse de Dépôts et des Consignations (CDEC), conformément au point II de la lettre Circulaire N° 00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

A travers une demande d'éclaircissement selon le Point IS 7.1 du DPAO, les soumissionnaires pourront solliciter des détails sur la procédure réglementaire au Cameroun, en matière de production de cautionnements.

Toute offre non accompagnée d'une caution de soumission acceptable sera rejetée.

La caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

### 12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre essentiellement incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances (assortie du récépissé CDEC), quittance d'achat du DAO, de la déclaration d'engagement ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

### 13. Ouverture des plis

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 28 JAN 2026 à 14 heures précises, heure locale, par la Commission de Passation des Marchés placée auprès du Ministère des Finances, dans la salle de réunion sise au 2ème étage du bâtiment MINFI en face du Collège Montesquieu au quartier Mvog-Ada (Yaoundé).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandaté.

L'ouverture des offres financières aura lieu à une date ultérieure à déterminer.

### 14. Critères d'admissions et de qualification

#### 14.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission ou de la quittance d'achat du DAO, à l'ouverture des plis ;
- Absence de la déclaration d'engagement dûment signée, à l'ouverture des plis ;
- Présence d'une preuve que le soumissionnaire est en situation de conflit d'intérêt ;
- Absence de la preuve que le soumissionnaire n'est pas en état de faillite ;
- Présence de preuve que le soumissionnaire fait l'objet de condamnation par jugement définitif ou décision administrative définitive ou faisant l'objet de sanctions financières de la part des organismes internationaux pour participation à une organisation criminelle, blanchiment d'argent, infractions liées au terrorisme, travail des enfants ou traite des êtres humains ;
- Présence de preuve que le soumissionnaire fait l'objet de condamnation définitive ou une décision administrative définitive d'un tribunal, de l'Union européenne ou des autorités nationales du pays partenaire ou de l'Allemagne pour pratique passible de sanctions pendant tout processus de passation de marchés ou exécution d'un contrat ou pour une irrégularité affectant les intérêts financiers de l'UE ;
- Présence de preuve que le soumissionnaire a fait objet, au cours des cinq dernières années, d'une résiliation de contrat à leur encontre pour manquement important ou persistant à leurs obligations contractuelles pendant l'exécution du contrat ;
- Absence de preuve que le soumissionnaire n'a pas omis de remplir leurs obligations fiscales applicables concernant le paiement des impôts dans le pays où ils sont établis ou dans le pays de l'agence d'exécution ;
- Présence de preuve que le soumissionnaire a fait l'objet d'une décision d'exclusion de la Banque mondiale ou de toute autre banque multilatérale de développement et sont mentionnés dans le tableau correspondant avec les sociétés et les personnes physiques ou morales exclues et interdites de publication sur le site Web de la Banque mondiale ou de toute autre banque multilatérale de développement ;
- Présence de preuve que le soumissionnaire s'est montré coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives ;
- Présence de preuve que le soumissionnaire s'est montré coupable de fausses déclarations dans le cadre de la procédure d'appel d'offres ;
- Non satisfaction des critères de qualification tels que définis dans la Section III du présent DAO ;
- Note technique inférieure à 75%

#### 14.2. Critères de qualification

Les critères essentiels à la qualification sont les suivants :

- Le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'il a réalisé un chiffre d'affaires moyen au cours des trois dernières années (2021, 2022 et 2023) au moins égal à 2.400.000 euros et justifier sa capacité financière par une déclaration appropriée d'une banque prouvant qu'il est apte financièrement à exécuter le marché (à savoir disposer des avoirs liquides, lignes de crédit, autres) à hauteur de 1.200.000 euros ;
- Le soumissionnaire doit démontrer qu'il dispose d'une expérience de marchés de fourniture d'équipements informatiques à titre d'entrepreneur, de partenaire de groupement, de sous-traitant ou d'ensemblier, à savoir avoir réalisé ou contribué avec succès au moins 3 marchés d'une valeur équivalent minimum de 1.200.000 euros au cours des 5 (cinq) dernières années.
- Le soumissionnaire doit prouver qu'il dispose d'une équipe d'intervention hautement qualifiée à savoir :
  - Un **chef de projet**, ayant 10 ans d'expérience
  - Un **ingénieur réseau et sécurité** avec 10 ans d'expérience ;
  - Un **ingénieur système et stockage** avec 05 ans d'expérience ;
  - Un **technicien de câblage** avec 05 ans d'expérience .
- Le soumissionnaire doit prouver qu'il est dûment autorisé par le fabricant à fournir les équipements objet du présent marché. A cet effet, le soumissionnaire doit fournir des autorisations de fabricant selon le modèle joint en Section IV.
- Le soumissionnaire doit démontrer qu'il peut assurer la maintenance de la solution durant la période de garantie d'un (01) an et pendant une période d'au moins cinq (5) années au-delà de la période de garantie. Durant toute cette période le soumissionnaire s'engage à (1) faire les mises à jour des logiciels, faire les routines de maintenances recommandées par chaque éditeur ou constructeur; (2) intervenir en cas de défaillance d'une composante de la solution et (3) assurer le changement des pièces défectueuses ou le changement de tout l'équipement en cas de nécessité.

- Si le soumissionnaire propose des sous-traitants, le soumissionnaire doit fournir la preuve que ces sous-traitants lui ont marqué leur accord écrit afin d'intervenir pour le compte du soumissionnaire dans le cadre du présent appel d'offres, en joignant à son offre les accords de sous-traitance correspondants, selon le modèle joint en Section IV.
- Le soumissionnaire dont le siège social se trouve à l'extérieur du Cameroun doit démontrer qu'il est ou sera représenté (en cas d'attribution du Marché) par un agent situé au Cameroun, équipé et capable de réaliser/gérer les obligations du soumissionnaire en matière de maintenance, support technique, formation, et réparation sous garantie (y compris en termes de délai de réponse, normes de résolution de problèmes et autres aspects spécifiés dans le présent marché).
- Une certification ISO 9001 sera considérée comme un avantage.

### 15. Attribution

Le présent marché sera attribué en conformité avec les Directives pour la Passation de Marchés de Prestations de Conseils, Travaux de Génie Civil, Installations, Fournitures et Services Divers dans la Coopération Financière avec des Pays Partenaires de la KfW (version de janvier 2019, 3<sup>ème</sup> modification en juillet 2024). Ces directives peuvent être consultées à l'adresse suivante :

<https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/PDF-Dokumente-Richtlinien/CF-Directives-pour-la-Passation-2021.pdf>

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant soumis l'offre la présentant le meilleur rapport qualité/coût. Le règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO) précise la méthode d'évaluation des offres du soumissionnaires.

Seules les offres techniques ayant un score égal ou supérieur à **75 points** sont évaluées financièrement.

### 16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 120 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

### 17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales de la Direction Générale des Impôts, porte 402, ou à l'adresse e-mail suivante : [pmsi.dgi.marches@gmail.com](mailto:pmsi.dgi.marches@gmail.com).

Il est porté à l'attention des soumissionnaires qu'ils sont invités à une visite de site qui se tiendra à la DGI le xx.xx.xx à 11 heures précises. La participation à cette visite et séance d'information n'est pas obligatoire.

### Copies :

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- DGI
- Présidente CIPM-MINFI
- Affichage

04 DEC 2025

Yaoundé, le .....

Le Ministre des Finances  
Autorité Contractante



Louis Paul MOTAZE

06 JAN 2026

N° 00020

## Notice of international open tender

/MINFI/DGI/ CCCM-AG/CIPM-MINFI/2025 OF 04 DEC 2025

For :

### Acquisition of equipment to reinforce DGI's data centers (primary data center and backup data center) as part of SIGIT implementation

Réf : DGI/PMSI-DGI/AOIO – \_\_\_\_\_

**1. Subject of the invitation to tender**

Within the frame of the Modernization Program of the DGI Information System, the Ministry of Finances launches an open international bidding process on behalf of DGI for the supply of the acquisition of equipment for the reinforcement of DGI Data Centers (Primary Data Center and Backup Data Center) as part of the implementation of SIGIT.

**2. Nature of services**

The services to be provided by this contract include:

- The provision of:
  - Equipment as specified in the present Tender File and all modules required for operation and interoperability between them;
  - Computer equipment (system, network, security, etc.) and all modules and accessories necessary for their operation and interoperability;
  - Wiring accessories (high and low current) to connect equipment;
  - The software necessary for the proper functioning of the technical solutions that will be implemented;
  - Software for monitoring the computer equipment of both data centers
- Work consisting of:
  - Secure equipment in computer cabinets/enclosures;
  - Carry out the necessary mixing to interconnect all the IT equipment together, taking also into account the existing one;
  - Label all equipment (IT, electrical, enclosures, wiring, etc.) according to a naming convention that will be validated by the DGI.
- The configuration:
  - Computer equipment including existing equipment for their integration into the new architecture;
  - Virtual servers for DGI needs;
  - Various software provided.
- The transfer of skills to the IT team of the DGI so that they are able to operate and maintain the IS of both Data Centers
- Equipment commissioning, commissioning and maintenance as well as transfer of skills

### 3. Delivery deadline

The maximum delivery deadline provided for by the Project Owner for the commissioning of the new IT infrastructure of the two Data Centers is seven (7) months (including delivery time and provision of related services).

### 4. Allotment

They are no allots.

### 5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stand at one million and two hundred thousand (1,200,000) euros.

### 6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to:

- All natural or legal persons having their registered office in Cameroon or abroad;
- All candidates which meet the conditions requested by the Tender File

### 7. Financing

Services forming the subject of this invitation to tender shall be financed by KfW through:

- The Loan Contract between KfW et the Republic of Cameroon related to the Modernization Program of the DGI Information System, the Ministry of Finances signed the 21<sup>th</sup> of December 2018;
- The separated agreement linked to the Loan Contract related to the Modernization Program of the DGI Information System, signed the 4<sup>th</sup> of January 2019 and its subsequent amendments;
- The amendment to the separate agreement signed on 30<sup>th</sup> of January 2024.

### 8. Consultation of Tender file

The Tender File may be consulted during working hours at the Department of General Affairs of the Directorate General of Taxation, Door 402 as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform <http://www.marchespublics.cm> and on the ARMP website ([www.arpmp.cm](http://www.arpmp.cm)) at the following address <http://www.publiccontracts.cm>

### 9. Acquisition of Tender file

The file may be obtained from the Department of General Affairs of the Directorate General of Taxation, Door 402 as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of 300,000 CFA francs, payable to the Treasury against receipt.

The Tender File can also be downloaded from the ARMP website : <https://www.arpmp.cm>.

The tender request sent to the e-mail address [pmsi.dgi.marches@gmail.com](mailto:pmsi.dgi.marches@gmail.com), together with the production of the receipt of the Tender File acquisition receipt, may be sent to him in pdf version by electronic means.

In the event of a discrepancy, only the file collected in paper version from the contracting authority will be authentic.

Any offer not accompanied by a receipt of purchase of the compliant Tender Documents will be rejected.

### 10. Submission of offers

Each offer drafted in English or French in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, and a copy on digital media protected against modifications (PDF format for example), should reach to the Department of General Affairs of the Directorate General of Taxation, Door 402 not later than

**28 JAN 2026** at 01 pm o'clock local time and should carry the inscription

04 DEC 2025

"Open Invitation to tender n° 2025/001/AOIO/MINFI /DGI/DAG/SDBME/SB/ 2025 of ..... for the Acquisition of equipment to reinforce DGI's Data Centers (Primary Data Center and Backup Data Center) as part of SIGIT implementation)

**Open International invitation to tender**

Financing: KfW (BMZ 2013 67 028/KfW ID 510842)

"To be opened only during the bid-opening session"

**11. Bid bond**

Each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first rate-bank approved by the Ministry of Finance or by a first-rate foreign bank with a correspondent authorised in Cameroon (the list of authorised banks is given in the section IV of tender file) of an amount of 10,000,000 (ten millions) F CFA and valid for thirty (30) days beyond the original date of the validity of the offers.

The guarantees presented in the context of this call for tenders consist of equities issued by approved financial institutions and consignment receipts issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), in accordance with point II of the letter Circular No. 00019/LC/MINMAP of June 05, 2024 relating to the terms of incorporation, deposit, retention, return and deposit of guarantees on public contracts.

Through a request for clarification according to §Point IS 7.1 of the DRPAO, bidders will be able to request details on the regulatory procedure in Cameroon, regarding the production of bonds.

Any bid not accompanied by an acceptable bid bond will be rejected. The bid bond for a group of companies must be drawn up in the name of the representative submitting the tender and mention each of the members of the group.

**12. Admissibility of offers**

Under risk being rejected, the other administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender. They must not be older than three (3) months preceding the original date of submission of bids or must not have been established after the signing of the tender notice.

Any essentially incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice and Tender File could be declared inadmissible. This applies especially absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance or the non-fulfilment of the models of the documents in the Tender Dossier, will result in the outright rejection of the offer without any recourse.

**13. Opening of bids**

The opening of the administrative documents and the technical offers will take place on 28 JAN 2026 at 02 pm o'clock local time by the Tenders Board of the Ministry Of Finance in the Meeting Room at the 2<sup>nd</sup> Floor of the MINFI Building in front of the Montesquieu College in the Mvog-Ada neighborhood of Yaounde.

Only bidders can attend or be duly represented by a person of their choice.

The opening of financial offers will take place at a later date to be determined.

**14. Admissions and qualification criteria**

**14.1. Eliminary criteria**

Eliminary criteria are the following :

- Bidders :
- Absence or non-compliance of the bid bond or the purchase receipt of the tender, when the bids are opened,
- Absence of the Déclaration d'Engagement duly signed,
- In a situation of conflict of interest,
- In a state of bankruptcy ;



- Have been convicted by a final judgement or a final administrative decision or subject to financial sanctions by the United Nations, the European Union and/or Germany for involvement in a criminal organisation, money laundering, terrorist-related offences, child labour or trafficking in human beings;
- Have been convicted by a final court decision or a final administrative decision by a court, the European Union or national authorities in the Partner Country or in Germany for Sanctionable Practise during any Tender Process or the performance of any Contract or for an irregularity affecting the EU's financial interests;
- Have been subject, within the last five years to a Contract termination fully settled against them for significant or persistent failure to comply with their contractual obligations during Contract performance;
- have not fulfilled applicable fiscal obligations regarding payments of taxes either the country where they are constituted or the project executing agency's country;
- are subject to an exclusion decision of the World Bank or any other multilateral development bank and are listed in the respective table with debarred and cross-debarred firms and individuals available on the World Bank's website or any other multilateral development bank;
- Having been guilty of corruption or engaged in corrupt practices, collusive or coercive practices ;
- Having been guilty of misrepresentation in the frame of the tendering process;
- Failure to meet the qualification criteria (Section III);
- Technical score below 75%.

#### **14.2. Qualification criteria**

The essential criteria relating to the qualification of bidders could indicatively be on the following :

- The bidder must provide evidence that it has achieved an average turnover over the last three years (2021, 2022 and 2023) at least equal to 2,400,000 euros and justify its financial capacity by an appropriate statement from a bank proving that it is financially capable of executing the contract (namely to have liquid assets, lines of credit, others) to the extent of 1,200,000 euros.
- -The bidder must demonstrate experience in contracting for information systems, (design, and/or supply and/or installation) as a contractor, group partner, subcontractor or assembly, successfully completed or contributed to at least 3 contracts of a minimum equivalent value of 1,200,000 euros in the past 5 years.
- -The bidder must demonstrate that he is supported by a highly qualified expert team namely:
  - A project manager with 10 years of experience
  - A network and security engineer with 10 years of experience;
  - A system and storage engineer with 05 years of experience ;
  - A wiring technician with 05 years of experience.
- -The bidder must prove that he is duly authorized by the manufacturer to supply, active hardware components and software that he does not produce himself. For this purpose, the applicant must provide manufacturer's authorizations according to the form attached in Section IV.
- The bidder must demonstrate his capacity to ensure the maintenance of the solution during the warranty period of one (01) year and for period of at least five (5) years beyond the warranty period. During all this period, the bidder undertakes to (1) make software updates, carry out the maintenance routines recommended by each supplier or manufacturer; (2) intervene in case of failure of a component of the solution and (3) ensure the replacement of defective parts or any equipment if necessary;
- -If the bidder proposes subcontractors for design, implementation, data conversion, training, warranty repair, maintenance and/or technical support (or other similar key services), the bidder must provide evidence that these subcontractors/Contractors have provided the Contractor with their written agreement to act on behalf of the Applicant under this Agreement, by attaching to its offer the corresponding subcontracting agreements, as per the form attached in Section IV.
- -The applicant whose head office is located outside Cameroon must demonstrate that it is or will be represented (in case of award of the Contract) by an agent located in Cameroon, equipped and capable of fulfilling/managing the applicant's maintenance obligations, technical support, training, and warranty repair (including in terms of response time, problem resolution standards and other aspects specified in this contract).
- An ISO 9001 certification will be considered as an advantage.

#### **15. Award**

This contract will be awarded in accordance with the Guidelines for the Procurement of Consultancy, Civil Works, Installations, Supplies and Miscellaneous Services in Financial Cooperation with KfW Partner Countries

(January 2019 version, 3rd amendment in July 2024). These guidelines can be found at: <https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/PDF-Dokumente-Richtlinien/CF-Directives-pour-la-Passation-2021.pdf>

The contract will be awarded to the bidder who submitted the bid with the best quality/cost ratio. The special rules for the call for tenders (RPAO) specify the method of evaluation of the bidders' bids.

Only technical offers with a score equal to or greater than **75 points** are evaluated financially.

#### 16. Validity of offers

Bidders will remain committed to their offers for 120 days from the deadline set for the submission of tenders.

#### 17. Complementary information

Complementary information may be obtained during working hours from the Department of General Affairs of the Directorate General of Taxation, Door 402 or by e-mail at the address : [pmsi.dgi.marches@gmail.com](mailto:pmsi.dgi.marches@gmail.com).

Bidders are hereby informed that they will be invited to visit session to be held at the DGI headquarters on ~~xxxxx~~ at 11am. Participation in this visit and information session is not mandatory.

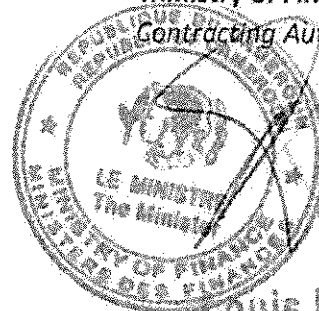
06 JAN 2026

#### Copy:

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- DGI
- chairman of concerned CIPM MINFI
- Notice boards

Yaounde, the 04 DEC 2025

Ministry of Finances  
Contracting Authority



Louis Paul MOTAZE